

Département de l'ISERE

**COMMUNE DE SAINT-ROMANS
(38160)**

**ENQUETE PUBLIQUE
CONJOINTE**

N° T.A. : E 18 000330 / 38

**REVISION N°1 du PLAN LOCAL D'URBANISME
conjointement aux ZONAGES D'ASSAINISSEMENT des
EAUX USEES et des EAUX PLUVIALES de la COMMUNE
de SAINT-ROMANS**

CONCLUSIONS MOTIVEES

(COMPLEMENT DU 08 MARS 2019)

**Commissaire-enquêteur
Thierry BLONDEL**

AVANT-PROPOS

Le présent document constitue un complément à mes conclusions motivées rédigées en date du 15 février 2019 ; ce complément constitue un document distinct de mon rapport rédigé également le 15 février 2019, suite à l'enquête publique conjointe n°E18000330/38 réalisée du 10 décembre 2018 à 14h30 au 12 janvier 2019 à 12h00 en Mairie de SAINT-ROMANS(Isère).

Ce complément à mes conclusions motivées a été rédigé le 08 mars 2019 conformément à la demande formulée par Monsieur Thierry PFAUWADEL, Vice-Président du Tribunal Administratif de GRENOBLE, dans un courrier daté du 26 février 2019 et en application de l'article R. 123-20 du code de l'environnement.

CONCLUSIONS MOTIVEES

Le Plan Local d'Urbanisme de SAINT-ROMANS a été approuvé par le Conseil Municipal le 5 juillet 2007. Il a fait l'objet d'une révision simplifiée et d'une modification, approuvées par délibération du 20 février 2008, puis d'une révision simplifiée, approuvée par délibération du 8 avril 2010, et enfin d'une autre modification approuvée par délibération en date du 14 juin 2010.

La révision n°1 du PLU a été élaborée entre 2011 et 2018 par 2 conseils municipaux, et coordonnée depuis mars 2014 par Monsieur Charly DICO, conseiller municipal adjoint à l'urbanisme, décédé le 21 avril 2018.

Par décision N° E18000330/38 en date du 08 octobre 2018, Monsieur Thierry PFAUWADEL, Vice-Président du Tribunal Administratif de GRENOBLE, a désigné Thierry BLONDEL en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique portant sur la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme conjointement aux zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la Commune de SAINT-ROMANS (Isère).

L'Arrêté n°2018-453-066 de mise à l'enquête publique conjointe du projet de Plan Local d'Urbanisme et de la délimitation des zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, en application de l'article L2224-10 du Code de l'Urbanisme, a été signé par Monsieur Yvan CREACH, Maire de SAINT-ROMANS, le 12 novembre 2018.

La présente enquête publique conjointe porte donc sur :

- La révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme de SAINT-ROMANS,
- Le zonage des eaux pluviales de SAINT-ROMANS en application de l'article L.2224-10 du Code de l'Urbanisme,
- Le zonage des eaux usées de SAINT-ROMANS en application de l'article L.2224-10 du Code de l'Urbanisme.

Le Syndicat Intercommunal d'Eau Potable, d'Irrigation et d'Assainissement (S.I.E.P.I.A.), basé à SAINT-ROMANS et qui regroupe les communes de SAINT-ROMANS et de Saint-Just-de-Claix, a mandaté le cabinet ALP'ETUDES Ingénieurs-Conseils, basé à Moirans (38430), pour élaborer le « Schéma Directeur d'Assainissement », daté de juillet 2018, qui définit et présente les zonages d'assainissement des eaux usées des communes de SAINT-ROMANS et Saint-Just-de-Claix.

La Commune de SAINT-ROMANS a également mandaté le cabinet ALP'ETUDES Ingénieurs-Conseils pour élaborer le « Schéma Directeur d'Eaux Pluviales », comprenant un mémoire explicatif daté du 15 septembre 2015 qui présente et définit le zonage des eaux pluviales de SAINT-ROMANS.

Le projet de révision n°1 du PLU, ainsi que le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, ont été conjointement soumis au public du 10 décembre 2018 au 12 janvier 2019 inclus, soit pendant une période de 34 jours ; le dossier d'enquête publique conjointe a été mis à la disposition du public en Mairie de SAINT-ROMANS, aux heures d'ouverture au public.

Un avis au public, faisant connaître les modalités de l'enquête conjointe et son objet, a été publié à deux reprises dans deux journaux régionaux (*Annonces légales du Dauphiné Libéré et du Mémorial de l'Isère*) : 15 jours avant le début de celle-ci, et également dans les 8 premiers jours de l'enquête publique à compter de son ouverture le 10 décembre 2018.

La publication de cet avis a également été faite par voie d'affichage officiel à compter du 26 novembre 2018 sur 8 panneaux d'affichage répartis sur le territoire communal. Le certificat d'affichage a été signé par M. Yvan CREACH, Maire de SAINT-ROMANS, le 12 janvier 2019 ; j'ai moi-même pu vérifier, lors de mes permanences et lors de ma visite des lieux, l'affichage effectif de l'avis d'enquête publique, en Mairie et sur l'ensemble des hameaux de la commune.

Par ailleurs, l'avis a été publié sur le site Internet de la commune : <http://www.saint-romans.fr> avec possibilité de téléchargement de l'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique conjointe.

En tant que commissaire enquêteur, j'ai tenu 3 permanences à la Mairie : le 10 décembre 2018 après-midi, le 21 décembre 2018 après-midi, et le 12 janvier 2019 au matin ; j'ai également effectué une visite de terrain le 21 décembre 2018 en fin de matinée, conduit et guidé par un adjoint au Maire.

J'estime que le public a été bien informé de la mise en enquête publique conjointe du projet de révision n°1 du PLU de la commune de SAINT-ROMANS, de son zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, afin de pouvoir consulter le dossier afférent aux heures d'ouverture au public de la Mairie, et inscrire leurs éventuelles observations aux 3 Registres d'enquête mis à disposition (*1 registre pour la révision n°1 du PLU, 1 registre pour le zonage d'assainissement des eaux usées, et 1 registre pour le zonage des eaux pluviales*), ou transmettre leurs courriers ou courriels, avec leurs observations écrites, en Mairie de SAINT-ROMANS à l'attention du commissaire enquêteur.

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PROJETS MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE

Dans le respect des prescriptions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Région Grenobloise, il est proposé de considérer le Bourg comme l'espace préférentiel de développement de la commune et d'y inscrire à l'avenir au moins 50% du potentiel constructible et d'accueil des nouveaux habitants que le PLU projette de mettre en œuvre.

Après analyse du **projet de révision n°1 du PLU** de la commune de SAINT-ROMANS, ainsi que des **zonages d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées** (EP-EU), j'estime que les principaux axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), tels que définis pour le territoire de la Commune de SAINT-ROMANS, ont bien été déclinés à travers les orientations retenues, à savoir : la délimitation spatiale du Bourg, son évolution projetée en considérant également les réseaux d'assainissement EP-EU, la préservation des terres agricoles et des espaces boisés et naturels, la mise en œuvre du développement de la commune dans les formes bâties et dans les usages résidentiels, agricoles, commerciaux ou industriels, ainsi que la qualité environnementale des constructions.

Ainsi, afin de préserver la qualité du cadre environnemental et modérer la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, la commune de SAINT-ROMANS s'est fixée comme objectif, pour la durée d'application du PLU, de réduire de 20% la superficie moyenne de terrain consommée par logement neuf par rapport à ce qui a été fait sur la période 2006-2017 (908 m²), soit un objectif de consommation moyenne de 730 m² par futur logement neuf construit sur les parcelles non bâties.

Par ailleurs, les parcelles constructibles non bâties et les tènements bâtis de plus de 3000 m², générant du potentiel constructible à vocation d'usages mixtes (habitat, services, commerces, équipements, activités économiques compatibles...), ne devront pas dépasser 9,31 Ha pour les 12 années à venir. Les autres espaces non bâtis seront reclassés en zone agricole ou naturelle selon leur vocation.

Concernant les mesures prises par la commune de SAINT-ROMANS pour réduire les impacts du **projet de révision n°1 du PLU**, les points suivants ont été considérés :

- La carte des aléas réalisée en 2005, déjà intégrée au PLU en vigueur, s'impose au PLU et garantit la prise en compte des risques naturels. Les prescriptions réglementaires associées sont intégrées au règlement écrit du PLU ;
- Les principaux espaces de biodiversité (ZNIEFF, corridors, zones humides) sont situés à l'écart des secteurs de développement et leur fréquentation ne sera pas accrue du fait des projets : il n'y aura donc aucun impact sur ces espaces. Ils sont cependant identifiés et préservés, *via* des zonages spécifiques Aco, Nco, trame zone humide, où toute construction est interdite à l'exception des abris pour animaux parqués et des équipements d'intérêt collectif ;
- D'après le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable réalisé en 2017 par le SIEPIA, l'alimentation en eau potable, la ressource en eau et le réseau existant sont suffisants pour répondre aux besoins de la population future ;
- Les éléments du patrimoine bâti emblématiques du territoire communal sont identifiés et protégés réglementairement dans le PLU.

Concernant le **zonage des eaux pluviales** : la révision n°1 du PLU prévoit le développement de l'urbanisation majoritairement sur le Bourg, équipé d'un réseau pluvial dont l'exutoire principal est l'Isère. La plaine et les secteurs les plus bas des coteaux sont desservis par un maillage de fossés et

d'ouvrages de rétention, reliés entre eux parfois par des tronçons de réseau pluvial. Les disfonctionnements recensés lors de l'élaboration du zonage des eaux pluviales du territoire communal feront l'objet de travaux complémentaires : réalisation de bassins de rétention ou de fossés.

Afin de réduire les impacts sur l'environnement, le zonage des eaux pluviales a été défini selon 3 types de zones (*rouges, jaunes et blanches*). La majorité des emprises foncières identifiées comme potentielles pour des constructions neuves, autorisées par le PLU, sont situées dans des zones jaunes, où l'infiltration des eaux pluviales est prioritaire.

Globalement, la mise en œuvre des prescriptions du Schéma Directeur des Eaux Pluviales permettra de limiter et de compenser les impacts liés à l'augmentation de l'imperméabilisation des sols dans les secteurs nouvellement urbanisés. Ces prescriptions sont reprises, pour chacune des zones concernées, dans le règlement du projet du PLU, ainsi qu'en annexe n°5 du Règlement écrit du PLU.

Concernant le **zonage d'assainissement des eaux usées** : là également, la révision n°1 du PLU prévoit le développement de l'urbanisation principalement sur le Bourg et sur les secteurs déjà raccordés au réseau public d'assainissement des eaux usées.

L'assainissement non collectif (ANC) préconisé sur le reste du territoire communal, avec des filières recommandées selon l'aptitude des sols, aura un impact très limité sur les cours d'eau récepteurs dans le sens où les futures constructions autorisées seront équipées d'installations conformes à la réglementation en vigueur : zones UB1, UB1pe, A et N.

La station d'épuration de SAINT-NAZAIRE EN ROYANS traite les eaux usées de la majorité de la population communale. Concernant la cohérence entre le développement de l'urbanisation projeté à SAINT-ROMANS et la capacité de la STEP de SAINT-NAZAIRE-EN-ROYANS, estimée à 22 000 EH : en 2014, 10 621 habitants raccordés ont été recensés pour les territoires concernés, représentant une charge de 7 500 EH, ce qui correspond au **tiers** de la capacité théorique de traitement de la station d'épuration. Ainsi, les 116 logements neufs projetés dans la zone d'assainissement collectif de la commune de SAINT-ROMANS sont compatibles avec la capacité de la STEP.

ANALYSE DES OBSERVATIONS

Les observations recueillies durant l'enquête publique conjointe ont revêtu plusieurs formes :

- Des observations écrites émanant des Personnes Publiques Associées (PPA), informées du projet de révision n°1 du PLU de la commune le 15 juin 2018 par courrier signé de M. le Maire de SAINT-ROMANS, avec transmission du dossier au format papier pour avis ;
- Des observations écrites du public annexées aux Registres d'enquête, qui comportent 5 pièces au total (*documents, notes, courrier, courriel, extraits de plans*) visées lors de mes permanences ;
- Quatorze observations manuscrites du public, reportées dans le Registre dédié à la révision n°1 du PLU lors de mes permanences ou aux heures d'ouverture au public de la Mairie de SAINT-ROMANS ;
- Une observation manuscrite du public, reportée dans le Registre dédié au zonage des eaux pluviales de ma première permanence en Mairie de SAINT-ROMANS.

Les observations consignées dans les Registres d'enquête ont été visées et paraphées par mes soins lors de mes permanences, ou annexées au Registre afférent lorsque reçues en Mairie en dehors de mes permanences (courrier et courriel).

Il faut noter qu'aucune observation du public n'a été reportée dans le Registre dédié au zonage pour l'assainissement des eaux usées.

Analyse des observations des Personnes Publiques Associées (PPA)

Les PPA consultés ont informé la Mairie de SAINT-ROMANS qu'ils donnaient, soit un avis défavorable au projet de révision n°1 du PLU, soit qu'ils émettaient des observations, soit qu'ils donnaient un avis favorable assorti ou non de réserves ou de recommandations.

Les principales remarques, recommandations et réserves formulées par les PPA sont les suivantes :

- Des règles graphiques doivent être corrigées suite à des erreurs dans le projet de révision n°1 du PLU, des règlements écrits doivent être revus ou adaptés, la traduction des risques doit être revue, les limites des périmètres de protection du captage des Chirouzes (PPI, PPR et PPE) doivent être reportées de manière visible sur le parcellaire dans le PLU, le rapport de l'hydrogéologue agréé ainsi que la DUP du captage des Chirouzes doivent être joints au rapport de présentation du PLU : la Mairie de SAINT-ROMANS a fait des réponses détaillées et argumentées aux remarques, demandes et réserves formulées par les PPA (*voir Chapitre 3.3 de mon rapport*), en indiquant par ailleurs que le PLU sera revu, complété et corrigé lorsque nécessaire ;
- La préfecture de l'Isère a émis des observations et des réserves en rapport avec la consommation foncière liée à l'activité économique qui n'est pas compatible avec le SCOT, le périmètre d'OAP qui impacte fortement des terres agricoles supportant de la nuciculture faisant l'objet d'une AOC qui est à revoir, la traduction des risques, etc. : la Mairie de SAINT-ROMANS a apporté des réponses détaillées aux observations et réserves formulées par la préfecture, pour lesquelles je suis d'accord, et je demande de bien reporter sur le PLU les tracés des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage des Chirouzes, et de joindre en Annexe au rapport de présentation du PLU le rapport géologique et la DUP de ce captage ;
- Plus globalement, les réponses formulées par la Mairie de SAINT-ROMANS indiquent qu'il sera tenu compte des observations recevables des PPA dans l'élaboration définitive du PLU ;
- Concernant le projet de révision n°1 du PLU, l'Autorité Environnementale a émis un avis le 19 décembre 2017, dans le cadre de l'examen au cas par cas : ce dernier n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- Concernant le zonage des eaux pluviales de la Commune de SAINT-ROMANS, l'Autorité Environnementale a émis un avis le 20 novembre 2018, dans le cadre de l'examen au cas par cas : ce dernier n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- Concernant le zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de SAINT-ROMANS, l'Autorité Environnementale a émis un avis le 20 novembre 2018, dans le cadre de l'examen au cas par cas : ce dernier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Analyse des observations du public

L'analyse détaillée des observations du public consignées dans les 3 registres de l'enquête publique conjointe - *registres dédiés respectivement au PLU, au zonage des eaux pluviales et au zonage d'assainissement des eaux usées* - a permis de faire ressortir les points suivants :

- 1) Concernant la **révision n°1 du PLU** : Durant l'enquête publique, les demandes formulées par certains propriétaires de modification du zonage de leur(s) parcelle(s) pour pouvoir construire une maison d'habitation n'ont donc pas reçu d'avis favorable de la part de la Mairie de SAINT-ROMANS, dans sa réponse du 1^{er} février 2019 à mon PV de Synthèse du 22 janvier 2019, et en référence aux recommandations du PADD qui demande notamment de stopper le mitage des zones agricoles : en accord avec le PADD, j'approuve l'avis de la collectivité sur ce point.

Cependant, lors de l'enquête publique conjointe, certaines observations du public ont permis de repérer des secteurs localisés du PLU qui doivent être vérifiés, revus ou corrigés.

Il en est ainsi des parcelles n°903 et 904, propriété de Monsieur LAMBERTON au lieu-dit Chabaroc, actuellement en zone naturelle (N) et qui, compte-tenu de leur usage agricole et également afin de leur mise en cohérence avec les parcelles attenantes qui sont en zone agricole (A), doivent être redéfinies en zone A dans le PLU. Dans sa réponse à mon PV de synthèse de l'enquête publique en date du 22 janvier 2019, la Mairie de SAINT-ROMANS est favorable à cette correction ponctuelle du zonage du PLU en zone A pour les parcelles de M. LAMBERTON.

Monsieur IDELON, propriétaire d'un tènement immobilier comportant une grange, situé au 482 route de Férie à SAINT-ROMANS, a demandé lors de l'enquête publique de redéfinir le risque actuel d'aléa torrentiel moyen à un risque d'aléa torrentiel faible, suite aux aménagements réalisés par lui depuis 2005, date de publication de la carte des aléas naturels de SAINT-ROMANS.

M. IDELON appuie sa demande sur l'avis favorable de RTM reporté dans une note du 26/11/2018, sous réserve de la réalisation au préalable de travaux d'aménagements complémentaires afin de renforcer la sécurisation du tènement concerné vis-à-vis du risque inondation. Ainsi, une fois que la mairie aura apporté la preuve de la réalisation de ces aménagements complémentaires, la DDT étudiera la requalification du risque proposée dans la note RTM du 28/11/2018, et si leur avis est favorable, alors le PLU pourra intégrer ce déclassement d'aléa torrentiel moyen à aléa torrentiel faible pour le tènement concerné propriété de M. IDELON.

Messieurs BARTHELEMY, propriétaires de parcelle Section A n°568 sur le secteur à vocation industrielle des Condamines, ont indiqué, lors de l'enquête publique, que sur la carte des aléas de 2005, et pour ce qui concerne le risque inondation, cette parcelle était classée en « zone à risques moyens à forts : secteurs inconstructibles sauf exception ». Leur demande est la suivante : « *Dans le projet de PLU cette parcelle est reportée en zone UIa « aléas fort de marécage » et donc en secteur non constructible sauf exception. Nous demandons à ce que cette parcelle repasse en secteurs constructibles sous condition comme dans le PLU actuel et nous joignons copie du certificat d'urbanisme du 22/10/2008 où il est stipulé que cette parcelle est en zone Uia, zone à vocation d'activités où la prise en compte du risque nécessite des travaux de remblaiements avant construction.* »

Ainsi, pour pouvoir répondre aux demandes formulées pendant l'enquête publique et concernant le zonage des aléas naturels, il apparaît nécessaire, pour la Mairie de SAINT-ROMANS, de missionner RTM pour effectuer des constats sur le tènement de Monsieur IDELON route de Férie, après réalisation des travaux complémentaires préconisés par RTM en novembre 2018, et également pour effectuer des constats et investigations sur la parcelle de Messieurs BARTHELEMY aux Condamines afin de vérifier si l'« aléas fort de marécage » permet ou non de réaliser d'éventuels travaux de remblaiements avant construction.

Une possible requalification du zonage des aléas (*crue torrentielle ou inondation*) des parcelles concernées, tel que reporté dans le projet de révision n°1 du PLU, pourra être effectuée à la demande de la Mairie de SAINT-ROMANS sous réserve de l'avis préalable de RTM, puis de l'approbation de la demande de requalification du zonage d'aléas par la DDT (Service Risques). Par ailleurs, lors de l'enquête publique et concernant la révision du PLU, M. GELLY a suggéré de réaliser le futur parking de l'église le long du chemin qui va au cimetière, ce qui éviterait de détruire la noyeraie actuellement présente au niveau du virage donnant accès à l'église depuis l'amont. En tant que commissaire enquêteur, je recommande de considérer cette suggestion.

- 2) Concernant le **zonage des eaux pluviales** : Considérant les remarques formulées par M. GELLY, durant l'enquête publique conjointe, concernant notamment des oublis de report sur plan de fossés ou de bassins, la Mairie de SAINT-ROMANS, dans sa réponse du 1^{er} février 2019 à mon PV de Synthèse du 22 janvier 2019, a fait corriger le plan de zonage des eaux pluviales par le BET ALP'ETUDES. Le plan de zonage des eaux pluviales ainsi corrigé et mis à jour, transmis par la Mairie avec sa réponse, a été intégré au chapitre 3.2.3 de mon rapport.
- 3) Concernant le **zonage d'assainissement des eaux usées** : Aucune observation du public n'a été consignée dans le registre dédié à ce zonage.

Avis motivé du commissaire enquêteur

Concernant la révision n°1 du PLU de la commune de SAINT-ROMANS, il convient de rappeler en préalable que le zonage proposé est conforme aux orientations du SCOT de la région grenobloise, et également globalement cohérent avec les orientations du PADD, qui demande notamment de stopper le mitage des espaces agricoles de la plaine et des collines du secteur de SAINT-ROMANS, et de limiter la constructibilité au bâti existant situé au milieu de la plaine agricole, au niveau du Bourg ; ainsi, la révision n°1 du PLU protège mieux les parcelles définies en zone agricole (zone A).

La révision n°1 du PLU a également été élaboré en fonction des zonages d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées de la commune de SAINT-ROMANS, en considérant le contexte et les contraintes des réseaux existants, tout en proposant l'adaptation et l'amélioration de ces derniers lorsque nécessaire.

Le développement futur du bâti, autorisé conformément au zonage proposé par la révision n°1 du PLU, a ainsi été défini en majeure partie en fonction de l'existence des réseaux publics d'eaux pluviales et d'assainissement des eaux usées, principalement au niveau du Bourg et en accord avec le PADD.

Considérant la synthèse ainsi que mon analyse personnelle du dossier ayant fait l'objet de l'enquête publique conjointe, tels que reportés et rappelés ci-avant, considérant les avis des PPA ainsi que les observations du public formulées ou inscrites dans les registres dédiés durant l'enquête publique conjointe, et considérant les réponses et arguments formulés par la Mairie de SAINT-ROMANS suite à la transmission de mon PV de synthèse en date du 22 janvier 2019, j'émet un **avis favorable** au projet de révision n°1 du PLU, ainsi qu'aux zonages d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées de la commune de SAINT-ROMANS, **sous réserve** de considérer la demande reportée ci-après :

- Missionner RTM, avant la publication de la révision n°1 du PLU, pour effectuer des constats sur les parcelles de M. IDELON et également de MM. BARTHELEMY, compte-tenu des aménagements réalisés depuis 2005 (parcelles IDELON), ou de la réalité (*oui ou non*) du « risque d'inondation » (parcelle BARTHELEMY) ; une requalification du zonage des aléas (*crue torrentielle ou inondation*), défini pour les parcelles de M. IDALON et de MM. BARTHELEMY dans le PLU, pourra alors être effectuée sous réserve de l'avis préalable de RTM, puis de l'approbation de la demande de requalification par la DDT (Service Risques)

En termes de **recommandation**, il conviendra à la Mairie de SAINT-ROMANS de demander l'avis des élus pour ce qui concerne le projet de création d'un parking à proximité de l'église de SAINT-ROMANS, au niveau d'une noyeraie qui serait en conséquence détruite. Je demande en ce sens de considérer la proposition, faite par M. GELLY lors de l'enquête publique conjointe, de réaliser le parking le long du chemin qui va au cimetière, ce qui éviterait de détruire la noyeraie actuellement présente au niveau du virage donnant accès à l'église depuis l'amont.

Fait à Faverges-de-la-Tour, le 08 mars 2019

Le commissaire enquêteur

Thierry BLONDEL